

# L'expansion de l'anglais : une menace pour la francophonie universitaire ?

Rada Tirvassen (University of Pretoria)

---

## Abstract

*There is a belief that Francophone institutions and organisations are powerless to counter the attraction of academics towards the English language. According to many Francophone decision-makers, the expansion of the English language and its current supremacy in academia are largely driven by globalisation. This article questions this belief. In fact, drawing from two multilingual contexts, I will show that the demand for English stems from internal sociolinguistic dynamics. To support my stance, I will analyse some of the sociolinguistic dynamics in South Africa and Mauritius. More importantly, I will show that scholars should not conflate and confuse the expansion of the English language in science with the challenges of French-speaking academics. If, for example, Francophone institutions and organisations want to address the specific problem of the attraction of French-speaking academics for English academic journals, a safer approach would be to analyse how the English-speaking academic world is structured, what it offers and that Francophone academia does not offer. Pending such a comparative study, this article proposes that a number of initiatives be implemented in order to prevent the situation from becoming more difficult to manage in the future.*

**Keywords:** Anglicism; globalisation; decolonisation; Francophone Elite

**Mots Clés :** anglicisme ; mondialisation ; décolonisation ; élite francophone

Il existe, dans le discours plutôt universitaire, un rapprochement, assez rapide d'ailleurs, entre le phénomène de mondialisation et l'expansion de la langue anglaise. On connaît le poids des travaux universitaires sur les processus décisionnels confiés aux rares décideurs disposés à se fonder sur les avancées de la réflexion scientifique pour orienter leurs choix politiques : on a tendance à offrir à ces travaux scientifiques une valeur de vérité générale. Ce constat, à lui seul, attire l'attention sur la responsabilité morale du chercheur et sur les précautions à prendre quand il entreprend ses travaux, en général financés par les fonds publics. C'est cet arrière-plan éthique qui constitue le fondement de cet article qui tentera de tirer profit de la réflexion consacrée à l'expansion de la langue anglaise afin d'examiner si celle-ci est responsable de certains des maux (qu'on lui attribue) de la francophonie universitaire. Pour l'essentiel, en m'appuyant sur deux contextes plurilingues – j'aurais pu multiplier les exemples d'ailleurs – je montrerai que la demande pour l'anglais relève de dynamiques sociolinguistiques internes. J'analyserai certaines de ces dynamiques en Afrique du Sud et à l'Île Maurice en laissant de côté les pays asiatiques dont la Malaisie qui constitue un cas intéressant. En m'appuyant sur les deux contextes analysés, je montrerai la nécessité de ne pas confondre l'expansion de la langue anglaise dans le monde et les défis des scientifiques francophones. Une démarche plus sûre consisterait à analyser la structure et le fonctionnement de l'univers scientifique anglophone avant de les comparer à celui du monde francophone. En attendant une telle réflexion, cet article propose que soit mis en œuvre un certain nombre d'initiatives que peut prendre la francophonie universitaire en direction de la communauté scientifique francophone pour éviter de *donn la tizannapre la mor* (expression créole : littéralement, *donner une tisane après la mort*).

## **Anglicisation et mondialisation**

Il existe une tendance qui consiste à effectuer un rapprochement entre « le nouvel ordre économique mondial » et l'expansion de la langue anglaise. La contribution de Mufwene (2002) est, sur cette question, particulièrement pertinente. L'expression *nouvel ordre économique mondial* renvoie au phénomène de mondialisation. Cette association entre la mondialisation et la langue anglaise soulève deux problèmes majeurs. D'abord, de nombreux chercheurs (Mufwene 2002) considèrent que la compréhension du phénomène de mondialisation est relativement simple. Il renvoie à l'ouverture, assez récente, des économies nationales sur le marché international, ce qui entraîne des mouvements de populations, de biens et de services. La mondialisation n'est pas un phénomène nouveau ; si l'on aborde les mouvements de populations ainsi que les dynamiques linguistiques et culturelles qu'ils entraînent, on peut alors penser que les premières formes de mondialisation de l'ère moderne, au moins dans ses aspects culturels, remonte à la colonisation et à l'esclavage, marqués par le déplacement massif de populations, avec pour conséquence des problèmes d'intégration sociale et de changements linguistiques et culturels. Plus important encore, comme l'affirme le sociologue Dominique Glaymann (2018), dans une communication présentée à l'Université de Rome 3 en 2018, la vision manichéenne de la mondialisation développée par les chercheurs les empêche de questionner la distinction entre un avant et un après de la mondialisation.

Ce manquement revient à escamoter l'historicité de la mondialisation pour la figer dans un modèle statique. Pour les chercheurs qui interrogent la signification rattachée au terme de mondialisation, la part du mythe et de la simplification est importante comme le fait remarquer Pierre Veltz. Ce dernier trouve en effet fascinant le fait que la thématique de la

mondialisation, qui a pris une place majeure dans les médias et dans l'opinion, était quasiment absente du débat public jusqu'en 1996-1997. Il affirme que cette irruption soudaine et massive s'est introduite avec une charge mythologique qui crée souvent plus de confusion que de clarté (Veltz 2002). L'autre question qu'il faudrait signaler concerne le rapport de cause à effet entre la réalité politico-économique et le phénomène langagier : on reste dans un schéma behaviouriste avec une négation du pouvoir de décision des gens. C'est une démarche critiquée par Bourdieu et Dubar (2007 : 29). Ce dernier préfère le terme d'*agents sociaux*, qui représente une coupure épistémologique par rapport à la pensée de Durkheim lequel, dans sa conception déterministe du comportement social, refusait d'offrir un pouvoir de décision aux personnes.

En sociolinguistique, la mondialisation est corrélée avec l'expansion des langues dominantes. C'est le point de vue que soutient Fishman (1991) dans son combat contre la domination de l'anglais. L'essentiel de son argument est que, dans un village planétaire, unifié par la communication de masse et la tradition culturelle occidentale, la langue et la culture locales sont moins attrayantes et en fait moins utiles que le puissant langage de la civilisation occidentale. Contrairement à la position adoptée par de nombreux linguistes sur la question spécifique du statut et du prestige des langues, Mufwene (2008) postule que le changement de langue n'a non seulement pas toujours été bénéfique aux langues coloniales européennes en Afrique, mais a également renforcé la position des grandes langues vernaculaires. Un exemple illustrant cet argument concerne les langues ethniques dans les colonies d'exploitation. Par exemple, dans le cas de l'Île Maurice, la perte graduelle des langues indiennes a coïncidé avec l'urbanisation et l'industrialisation de l'île et a peu de rapport direct avec la politique coloniale britannique. Mufwene (2004) souligne que les « acteurs » de la disparition des langues

minoritaires en Afrique ne sont pas les langues coloniales mais les langues urbaines telles que le lingala au Congo et le wolof au Sénégal. En analysant l'évolution des langues sous l'angle de la mondialisation, Mufwene (2008), Mufwene affirme que les « langues vernaculaires » sur le continent africain ne sont pas menacées par les « langues mondiales », mais par les vernaculaires urbains et les *lingua franca* régionales :

If anything endangers the ethnic vernaculars, it is not the “global” languages used at the top echelon of the multinational companies; rather it is the urban vernaculars and regional lingua francas (such as Lingala in DRC, Swahili in East Africa, Town Bemba in Zambia, and Wolof in Senegal) that do. They are the languages associated with modernity for the masses of the population<sup>1</sup> (Spitulnik 1999). (Mufwene 2008 : 255-256)

### **Un phénomène analogue à la mondialisation : l'urbanisation et son impact sociolinguistique**

Un phénomène qui a été traité de manière semblable par les sociolinguistes concerne l'urbanisation et son impact sociolinguistique. Là encore, la compréhension de cette question se fonde sur une conceptualisation superficielle de la réalité sociolinguistique. Commençons par examiner ce que disent les sociologues à propos de l'opposition rural/ urbain. La distinction entre l'univers rural et urbain a été théorisée en sociologie à la suite de la révolution industrielle du XIX<sup>e</sup> siècle dans les pays occidentaux. Selon les partisans qui ont adopté cette démarche, les différents modèles d'organisation sociale dans ces deux types

---

<sup>1</sup> « Si quelque chose met en danger les langues dites ethniques, ce ne sont pas les langues “de grande communication” utilisées à l'échelon supérieur des sociétés multinationales ; ce sont plutôt les langues vernaculaires urbaines et les *lingua franca* régionales (telles que le lingala en RDC, le swahili en Afrique de l'est et le wolof au Sénégal). Ce sont les langues associées à la modernité pour les masses de la population ». (Ma traduction).

d'espaces conduisent à des modes différents de socialisation et d'interaction sociale. Stewart (1958) souligne, dès les années 1950, que la dichotomie entre les populations urbaines et rurales, qui est enracinée dans de nombreux recensements, est considérée comme pertinente et significative pour les sciences sociales. Cependant, il souligne qu'avec la mobilité locale accrue, cette distinction n'a plus de sens. Plus intéressante encore, la théorie urbaine critique (Brenner 2009) remet en question l'idée que les villes, et par extension l'urbanisation, soient le résultat de lois transhistoriques de la société. Les théoriciens de la critique urbaine soutiennent que l'espace urbain ne peut pas être défini sans tenir compte des relations de pouvoir dans lesquelles différents groupes sont impliqués dans des contextes historiques et sociopolitiques spécifiques.

D'un point de vue très général, il est possible de remettre en question l'approche traditionnelle de l'urbanisation et du mode de vie rural, une approche basée sur une philosophie essentialiste de la connaissance et qui a nourri la pensée sociolinguistique. Le point de départ de ma réflexion est qu'il n'existe pas de phénomène universel sans contexte que l'on nomme « urbanisation » et qui mène à la fracture entre le monde urbain et l'univers rural. Cela signifie que la connaissance produite sur ce phénomène doit être remise en question. Cela est conforme au but de cette étude, qui est de déconstruire la compréhension des problèmes liés au langage.

J'ai conduit un certain nombre d'enquêtes à l'Île Maurice (Tirvassen 2019) pour examiner les significations sociolinguistiques que les gens donnent à l'opposition entre réalité urbaine et monde rural. Les expériences que les répondants ont vécues avec ce que l'on peut appeler les valeurs conventionnelles liées aux zones rurales et urbaines montrent qu'ils ne semblent pas donner un sens universel à ces valeurs. Les significations rattachées à la ruralité dans une société qui s'est modernisée

rapidement en quelques décennies montrent que le vécu des acteurs sociaux est d'une importance cruciale pour la manière dont les participants construisent les significations qu'ils attribuent à leur monde. Si tel est le cas, et si l'individu ordinaire et ses expériences sont au cœur de la recherche sur le terrain, on peut alors conclure que la mondialisation n'est pas vécue comme un phénomène identique par tous les acteurs sociaux.

Revenons à la mondialisation. Les sociologues qui se sont penchés sur le phénomène de la mondialisation le définissent comme un processus au long cours qui remonte au moins jusqu'au début de l'ère moderne, ce qui implique une remise en question des liens étroits, voire de la corrélation établie entre ce phénomène et l'expansion de la langue anglaise. Prendre en considération le poids du contexte, les rapports de force entre les groupes pour comprendre l'industrialisation et l'urbanisation dans son versant linguistique, peut être éclairant pour comprendre les rapports entre mondialisation et langues. Certes, le langage n'est pas complètement étranger aux enjeux économiques et politiques, mais le matériau culturel obéit plutôt à des dynamiques contextuelles. Une de ces dynamiques concerne les enjeux nationaux autour du langage. Nous allons justement montrer le destin complexe de la langue anglaise dans deux communautés qui ont connu la colonisation britannique et qui sont soumises aux pressions de la 'mondialisation', notamment en raison de leurs choix économiques. En effet, ces deux communautés – l'Afrique du Sud et l'Île Maurice – réservent un sort, en quelque sorte, paradoxal à la langue anglaise. Pour comprendre la dynamique de cette langue dans ces communautés, il faut comprendre leur contexte national spécifique et les enjeux sociaux, économiques et politiques auxquelles les langues sont liées.

## **Le cas sud-africain : la demande pour la langue coloniale en contexte de « décolonisation »**

Parce que la notion de langue soulève de nombreux problèmes théoriques, notamment en contexte multilingue où l'on a un déficit d'études sur les pratiques langagières, les linguistes affirment qu'il est difficile de dénombrer, avec précision, les langues utilisées en Afrique du Sud. L'article 6 de la Constitution de 1996 en identifie onze – ce qui relève d'un choix politique – et leur offre toutes un statut de langue officielle. Les langues officielles de la République sud-africaine sont le sipedi, le sotho, le tswana, le swati, le venda, le tsonga, l'afrikaans, l'anglais, le ndébélé, le xhosa et le zoulou. Si l'on veut se risquer à une typologie des langues en contexte sud-africain, on peut affirmer que l'anglais et l'afrikaans sont deux langues germaniques alors que les autres appartiennent toutes à la famille bantoue et peuvent être classées dans deux sous-groupes distincts : le groupe nguni qui comprend le zoulou, le xhosa, le ndébélé et le swati ; et le groupe sotho qui regroupe le sésoto, le sipedi (ou le sésoto du Nord) et le tswana.

En Afrique du Sud, la langue anglaise a été introduite par les colons britanniques : littéralement, c'est une langue coloniale. Toutefois, les événements survenus au cours des deux dernières années dans ce pays montrent que le statut d'une langue, et l'attraction qu'on éprouve pour elle, ne sont pas portés par la (seule) mondialisation et par les catégorisations des sociolinguistes – je pense ici à la catégorie *langue coloniale* – mais par les enjeux socio-symboliques, qui évoluent avec le temps, et dont les langues sont constitutives.

Lors des manifestations nationales organisées en 2015 et 2016 pour exiger la gratuité de l'enseignement universitaire, les étudiants sud-africains ont également exprimé leur mécontentement devant la lenteur de la réforme des programmes d'études dans le cadre du projet *Curriculum Transformation* aussi



*L'expansion de l'anglais : une menace pour la francophonie universitaire ?*

connu sous le nom de *Africanisation of the Curriculum*. Dans ce contexte, le terme *transformation* ne désigne pas seulement des modifications techniques du programme ; en Afrique du Sud, il est ambigu et souvent confondu avec celui de décolonisation, comme le montre bien un texte publié dans le *Mail and Guardian* le 14 juillet 2017 (Omoyele 2017). La transformation peut donc devenir un critère permettant d'évaluer dans quelle mesure le terme « décolonisation » peut donner lieu à des décisions contradictoires. Par exemple, les récentes manifestations estudiantines au Cap ont abouti à l'enlèvement de la statue de Cecil John Rhodes, fervent partisan de l'Empire britannique, du campus de l'Université du Cap en avril 2015. Un an plus tard, lors de manifestations similaires, et en utilisant le même argument concernant l'importance de la transformation-décolonisation, les étudiants de l'Université de Pretoria ont revendiqué un changement de la politique linguistique de l'Université, insistant sur le fait que la langue médium utilisée, soit l'anglais uniquement au lieu du bilinguisme afrikaans-anglais, une décision dont Cecil John Rhodes aurait été fier. Au moment des manifestations, l'utilisation de l'afrikaans à l'Université de Pretoria en tant que langue de construction de connaissances alternative était déjà limitée à certains programmes spécifiques pour lesquels il existait une demande ; l'anglais était, de loin, la langue la plus utilisée. La revendication avait aussi, et peut être surtout, une portée symbolique. En tout état de cause, le changement de politique linguistique est mis en œuvre par étapes à partir de 2017. Je reviendrai plus loin sur les enseignements sociolinguistiques de ces événements.

### **L'Île Maurice : une attraction pour le français dans une île où l'anglais est quasiment langue officielle**

En raison de son passé politique et de l'histoire de son peuplement, l'Île Maurice est plurilingue. C'est l'expansion coloniale française

remontant à l'installation des Français dans l'île en 1723 qui est à l'origine de la présence de cette langue dans cette région du monde. L'île a ensuite été colonisée par les Britanniques en 1810 avant d'obtenir son indépendance en 1968. Ainsi, le français n'est plus la seule langue de grande communication dans l'île puisqu'il est concurrencé par l'anglais. Par ailleurs, l'histoire de son peuplement est aussi intimement liée à ses réalités sociolinguistiques. L'Île Maurice sera pendant une durée très courte une société d'habitation, où se côtoient Blancs, gens de couleur et Noirs, avant que ce mode d'organisation ne cède la place à une société de plantation. Le créole « prend naissance » durant cette période – qui voit aussi la disparition des langues des populations serviles –, mais l'arrivée massive d'immigrés indiens lors de la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle entraîne l'implantation des langues indiennes dont le bhojpuri qui est toujours une des langues de communication informelle, limité, il est vrai, aux régions dites rurales et en voie de disparition dans l'aire des interactions orales.

Pour le moment, nous allons nous contenter de quelques repères rapides. Le plurilinguisme mauricien s'organise autour de rapports inégalitaires entre des catégories de langues : langues européennes/ langues populaires/ langues asiatiques (standardisées) avec toutefois des rapports (toujours inégalitaires) entre des paires de langues (créole/ français ; créole/ bhojpuri ; etc.) ; le concept de *diglossie* a été utilisé pour rendre compte de la nature des rapports entre les langues ou les catégories de langues, mais il faut dire que cette notion est sérieusement remise en question aujourd'hui (Tirvassen 2014). En effet, les limites conceptuelles de la diglossie (Tirvassen 2011) nous oblige à souligner la nécessité de prendre en compte l'écologie des valeurs associées aux langues et les attributs, spécifiques mais complexes, du créole dans un contexte de conflits sociolinguistiques, c'est-à-dire de représentations non partagées, voire opposées, en tout cas différentes, selon le positionnement des

individus et des groupes. Par ailleurs, la diglossie opère à partir de la notion de langues-frontières, ce qui est une négation non seulement des pratiques langagières aujourd'hui mais de la manière dont cette société a fait émerger ses normes d'interactions sociales. Pour aller vite, la notion de langues-frontières ne peut dire la nature des interactions sociales et humaines et la manière dont se construit cette communauté humaine (de Robillard 2005 et Tirvassen 2018). Sur l'axe identitaire, les langues sont associées, selon les enjeux sociaux, à des groupes ethniques ou à des classes sociales ; la notion de langue nationale qui puisse être considérée comme un des symboles de l'unité nationale a eu un destin éphémère.

Venons-en donc à l'essentiel du propos. Quatre langues se partagent l'aire des interactions communicationnelles. Le créole est la langue première de la grande majorité des Mauriciens et la langue de tous les échanges informels et, ainsi qu'on le constate, celle des réunions formelles, même si son usage se limite à l'oral puisqu'il n'a pas encore accédé à l'écrit. Par ailleurs, c'est une langue qui est de plus en plus utilisée dans les médias et notamment dans les stations de radio privées et publiques et à la télévision nationale pour les bulletins d'informations. Le français est une langue tolérée dans les échanges formels au sein des institutions les plus importantes de l'île (l'Assemblée nationale par exemple), la langue presque exclusive des médias, en tout cas des journaux les plus lus de l'île, une des trois L1 (outre le créole et le bhojpuri) de la population et surtout une langue qui est en pleine progression au sein du milieu familial. L'anglais est une langue quasi officielle même si ce titre ne lui a pas été attribué. Enfin, comme je l'ai affirmé ci-dessus, le bhojpuri est associé, dans les représentations de la population, à la ruralité et aux Indo-mauriciens plutôt âgés.

Le français, à l'Île Maurice, était étroitement lié au mode de vie occidental puisqu'il était aussi la langue des métis qui présentaient

un phénotype et des pratiques culturelles proches des blancs ; aujourd'hui, il est devenu le symbole de la réussite sociale. En effet, dans un contexte sociolinguistique où la langue de la réussite scolaire et professionnelle demeure la langue anglaise, il y a une forte attraction pour le français au point que l'on associe la mobilité sociale à une transition vers le français comme langue vernaculaire pour les populations dont la langue première est le créole. Bien évidemment, on peut discuter des modalités de ce changement des pratiques langagières, mais on s'éloignerait alors de notre propos. Quoi qu'il en soit, c'est une question abordée de façon plutôt précise dans notre ouvrage (Tirvassen 2011).

Le phénomène de l'expansion de la langue anglaise relève d'enjeux nationaux et souvent même des choix que réalisent les acteurs sociaux. En Afrique du Sud, de nombreuses études ont montré l'attraction pour l'anglais par la moyenne bourgeoisie noire (Bangeni & Kapp 2005 et 2007). Cette attraction s'effectue dans un contexte où l'État a élaboré une stratégie de promotion des langues dites minoritaires, et précisément celles de la population noire. Un fait intéressant concerne la gestion des langues en contexte scolaire. Alors que l'État sud-africain garantit le droit à la langue maternelle pendant les trois premières années de scolarisation dans l'enseignement primaire, de nombreux parents dont les enfants parlent une des langues nguni, préfèrent amorcer la scolarisation de leurs enfants directement en anglais. Ils sont complètement insensibles aux choix des décideurs politiques.

Pour ce qui est de l'Île Maurice, dans la conscience collective de la population, la répartition fonctionnelle entre les langues dans les institutions entraîne une forte association entre la réussite scolaire, la mobilité linguistique et les langues européennes à tel point que la société est incapable d'établir une distinction entre les caractéristiques intrinsèques d'une langue et les valeurs symboliques qu'elle lui attribue à travers le temps. Si l'on veut

adopter un point de vue strictement rationnel, c'est en fait l'anglais qui offre l'ouverture la plus significative à la réussite scolaire et professionnelle. Toutefois, le changement linguistique que l'on associe à la mobilité sociale profite au français ainsi que l'ont montré les recherches conduites dans les années 1980 et 1990 (Baggioni & de Robillard 1991). Les contextes nationaux ont leur spécificité propre et, surtout, leurs complexités. De ce point de vue, tenter de comprendre la réalité linguistique à partir de notions transversales comme la mondialisation est risquée car les réponses que les communautés humaines donnent aux dynamiques transnationales sont déterminées par les enjeux nationaux.

### **Quelles options pour la francophonie universitaire ?**

Il est nécessaire d'effectuer une distinction entre l'expansion de la langue anglaise dans les secteurs économiques, dans la sphère de la vie privée, et les pressions que « cette langue » exerce en contexte universitaire. Si l'on devait se fonder sur les données statistiques disponibles<sup>2</sup> concernant le français, on constaterait que cette langue est en progression. Si l'on se fie aux données fournies par l'Organisation Internationale de la Francophonie, il y a environ 300 millions de francophones dans le monde, le français étant la langue officielle de 29 pays, ce qui le place au 2<sup>e</sup> rang après l'anglais ; en Europe, c'est la deuxième langue la plus parlée en tant que langue première avec 77 millions de locuteurs (derrière l'allemand qui en compte 100 millions) ; il se situerait au 5<sup>e</sup> rang des langues les plus utilisées dans le monde (après le chinois, l'anglais, l'espagnol et l'arabe). L'expansion de l'anglais ne se fait pas sur l'axe paradigmatique mais plutôt sur l'axe syntagmatique.

---

<sup>2</sup>*La langue française dans le monde 2019*, Observatoire de la langue française de l'OIF.

En d'autres termes, l'anglais ne vient pas remplacer des langues mais les nouveaux locuteurs ajoutent à leur répertoire langagier une compétence de la langue anglaise, souvent réservée à l'aire de la communication professionnelle. L'anglais fait donc partie du répertoire des locuteurs plurilingues. De ce point de vue, ce n'est pas l'expansion de la langue anglaise qui devrait préoccuper la francophonie universitaire, vu l'importance qu'elle prend dans le monde scientifique.

Pour illustrer cet argument, je vais me fonder sur mes expériences personnelles. Je dois d'abord faire un court descriptif de mon parcours. J'ai fait mes études primaires et secondaires à l'Île Maurice où l'anglais était la langue dans laquelle on construisait les connaissances : à l'oral, les enseignants avaient recours au *translanguaging*, c'est-à-dire à l'ensemble des ressources langagières qui relèvent de leurs compétences plurilingues ; à l'écrit, seul l'anglais était employé. J'ai fait toutes mes études universitaires en France, et je considère que je manie avec aisance l'expression écrite dans cette langue. Depuis 2014, j'occupe un poste à l'Université de Pretoria où j'opère dans un univers anglo-saxon. Pourtant, je continue à publier en français et je m'investis péniblement dans la production scientifique en anglais. Les raisons de ce choix sont multiples : il n'y a pas de comparaison entre les possibilités de publier dans des revues scientifiques en anglais et celles qui sont en français ; le monde universitaire anglo-saxon a mis en place des techniques visant à homologuer les publications et même à les hiérarchiser, une démarche qui est étroitement liée au classement des universités ; les publications en anglais ont une plus grande diffusion, ce qui, en apparence au moins, accroît l'index de citation ; la richesse des publications en anglais est infiniment plus grande que celles en français.

Il est donc temps de comprendre certains aspects du monde universitaire anglo-saxon et de se donner les moyens de créer les

conditions à peu près semblables à celles que connaissent les chercheurs anglo-saxons afin que les chercheurs de la communauté scientifique francophone n'aient pas besoin de se tourner vers l'anglais. Pour illustrer mes propos, venons-en donc à mes propres expériences. Elles concernent l'évaluation de mes publications scientifiques, nécessaires lorsque j'ai assumé mes fonctions à l'Université de Pretoria. Je dois ajouter que, contrairement au fonctionnement du Conseil National des Universités (CNU), le dossier du candidat, en Afrique du Sud, est évalué après sa titularisation et, cela, à des fins de financement des chercheurs, qui ont, chacun, leur propre budget. En effet, les enseignants-chercheurs sont encouragés à être financièrement autonomes : ils ont droit à des crédits recherches pour des publications réalisées dans des revues homologuées par le Ministère de l'enseignement supérieur ou dans des maisons de publication elles-mêmes hiérarchisées.

S'agissant de l'évaluation de mon dossier, j'ai envoyé un certain nombre d'articles susceptibles de donner une idée de la qualité de mes productions scientifiques. Par exemple, j'ai soumis un article intitulé « *Curriculum et besoins langagiers en zone d'éducation linguistique plurielle* », qui a été publié dans *Le français dans le monde, Recherches et application* en janvier 2011 (104-115), dans un numéro que j'ai d'ailleurs co-dirigé avec Pierre Martinez et Mohamed Milled. J'ai appris que l'article a été publié dans une revue qui n'est pas homologuée. Sauf que le même article a été repris et publié dans *The Canadian Review of Modern Languages*, Volume 67, no. 3 en 2011 (287-300). Cette revue est considérée comme une revue de classe A !

De la même manière, j'ai publié un article intitulé « *Recherches sociolinguistiques et militantisme : et si la théorisation n'était qu'un autre point de vue ?* » dans la revue *Glottopol* (no. 28 : 22-37). Ce numéro, coordonné par Didier de Robillard, avait pour titre

« Histoire et épistémologie de la sociolinguistique ». Or, *Glottopol* n'est pas une revue homologuée par les autorités sud-africaines. Quand j'ai soumis ma liste de publications pour que l'on détermine le financement auquel j'ai droit, l'article n'a pas été accepté. Comme je l'ai affirmé ci-dessus, on ne reçoit aucune subvention du ministère sud-africain de la recherche si l'on publie dans des revues non homologuées.

Ces expériences, peu agréables, il faut l'avouer, soulèvent la question suivante : si l'on veut publier dans des revues de Classe A, ne vaudrait-il pas mieux publier en anglais où le choix est alors immense ? Si tous les chercheurs francophones opérant dans des facultés anglo-saxonnes optent pour la diffusion de leurs travaux en anglais, quelle en est la conséquence quand on sait que des chercheurs francophones qui travaillent dans des universités francophones sont également confrontés à des contraintes plus ou moins identiques ? Mon expérience et celles de nombreux chercheurs francophones pourraient donner lieu à toute une réflexion sur les stratégies de publication des scientifiques à partir d'une étude comparative dans quelques disciplines. Cette étude pourrait porter sur un examen des résultats chiffrés des publications scientifiques des chercheurs francophones dans ces disciplines. On peut utiliser ces bases de données pour examiner la visibilité internationale des chercheurs qui publient uniquement en français. En particulier, il s'agit d'examiner si la pression exercée sur les chercheurs francophones pour qu'ils publient en anglais est vraiment forte. Une étude des index bibliométriques tels que le *Social Sciences Citation Index* (SSCI) ou les *citation index* de *Google Scholar*, particulièrement prisés dans le monde anglo-saxon, peut offrir des pistes pour ce type de réflexion.

Je suis entièrement d'accord avec le principe qu'il y a un univers scientifique à préserver, au nom de la diversité de la pensée scientifique. À cela s'ajoute le fait que l'univers scientifique



francophone ne présente pas que des inconvénients pour les chercheurs du Sud : il a une approche envers ces chercheurs du Sud qui, à mon avis, n'existe pas dans le monde anglo-saxon. Le soutien à la participation de jeunes scientifiques francophones, notamment du Sud, est une réalité, même s'il tend à être moins important actuellement, pour des raisons que l'on imagine. Dans le monde anglo-saxon, je n'ai pas fait le même constat si je ne souhaiterais pas généraliser. Par exemple, dans les universités sud-africaines, l'organisation des colloques est souvent confiée à des professionnels, des sociétés dont la seule tâche consiste à organiser des événements scientifiques. Le seul coût d'inscription à ces colloques peut décourager un participant qui ne dispose pas d'un budget important.

Ce texte exprime la nécessité d'une approche prudente dans le rapport entre mondialisation, demande pour l'anglais et anglicisation du monde scientifique. Sur cette question spécifiquement, le point de vue développé ici relève d'une expérience vécue par un seul scientifique. Il ne peut donc pas être généralisé. Il faudrait certainement recueillir d'autres témoignages afin qu'on ait une vue plus globale de toute la question. De manière plus générale, il me semble nécessaire d'analyser, de manière concrète, ce qu'offre le monde scientifique anglophone et ce que n'offre pas l'univers scientifique francophone, et inversement. En attendant ces réflexions, il est peut-être temps de se donner les moyens de combler le fossé entre ces deux univers scientifiques. Pour éviter de *donn la tizannapre la mor* ....

## **Ouvrages cités**

Baggioni, Daniel & Robillard, Didier de. 1993. « Le français régional mauricien : une variété de langue en contact et en évolution dans un milieu à forte mobilité linguistique ». In Daniel Baggioni *et al.* *Multilinguisme et développement dans l'espace francophone*. Paris : IECF/Didier Érudition. 141-237.

- Bangeni, Bongi & Kapp, Rochelle. 2007. « Shifting Language Attitudes in a Linguistically Diverse Learning Environment in South Africa ». *Journal of Multilingual and Multicultural Development*. 28.4 : 253-269.
- . 2005. « Identities in Transition: Shifting Conceptions of Home among ‘Black’ South African University Students ». *African Studies Review*. 48.3 : 1-19.
- Brenner, Neil. 2009. « What is critical urban theory ? ». *City*. 13.2-3 : 198-207.
- Dubar, Claude. 2007. « Les sociologues face au langage et à l’individu ». *Langage et société*. 3.121-122 : 29-43.
- Fishman, Joshua. 1991. *Reversing Language Shift*. Clevedon, Philadelphia & Adelaide : Multilingual Matters.
- Glaymann, Dominique. 2018. « Richesses potentielles des approches interdisciplinaires et interculturelles pour questionner et analyser la mondialisation ». *Colloque du RUIPI (Interculture : analyses, défis et proposition à échelle globale. Contributions, réseaux, spécificités de contexte de langue française)*. Rome, 8-9 novembre.
- Mufwene, Salikoko. 2008. *Language Evolution: Contact, Competition and Change*. New York : Bloomsbury.
- . 2004. *Language Birth and Death*. Cambridge: Cambridge University Press.
- . 2002. « Colonisation, Globalisation, and the Future of Languages in the Twenty-first Century ». *International Journal on Multicultural Societies*, 4.2 : 162-193.
- Omoyele, Idowu. 2017. « Arrested Decolonisation : Season 4 ». *Mail & Guardian* 14 juillet. <https://mg.co.za/article/2017-07-14-00-arrested-decolonisation-season-4>. [Accédé le 12 juin 2020].
- Stewart, Jr. Charles T. 1958. « The Urban-Rural Dichotomy : Concepts and Uses ». *American Journal of Sociology*. 64.2 : 152-158.
- Tirvassen, Rada. 2019. *Sociolinguistics and the Narrative Turn*. Leiden & Boston: Brill Publishers.
- . 2014. *Créolisation, plurilinguismes et dynamiques sociales. Conduire des recherches en contexte plurilingue : le cas de Maurice*. Paris : L’Harmattan.
- . 2011. « L’environnement sociolinguistique des enfants mauriciens. » In Tirvassen, Rada (dir.). *L’Entrée dans le bilinguisme*. Paris : L’Harmattan. 17-44.
- Veltz, Pierre. 2002. *Des lieux et des liens*. La Tour d’Aigues : Éditions de l’Aube.